

0 19 139

AAZ - ORTHOPEDIA

Société à responsabilité limitée
au capital de 5 000 euros
siège social: 68300 SAINT-LOUIS
38, Avenue du Général de Gaulle

DECISION COLLECTIVE

TRIBUNAL D'INSTANCE DE MULHOUSE
REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

L'an deux mil six,

DATE D'ENREGISTREMENT AU GREFFE :

/ 1 MARS 2007

Le trente décembre,

N° DU DEPOT :

LE GREFFIER

1° Monsieur Pierre HEROLD, associé,
propriétaire de 250 parts sociales,
ci,

250 parts,

2° Monsieur Pierre EKLINGER, associé,
propriétaire de 250 parts sociales,
ci,

250 parts,

Total égal au nombre de parts
composant la totalité du capital social,
ci,

500 parts,

Seuls associés de la société AAZ - ORTHOPEDIA, société à responsabilité limitée au capital de 5 000 euros, divisé en 500 parts sociales de 10 euros chacune de valeur nominale, avec siège à 68300 SAINT-LOUIS, 38, Avenue du Général de Gaulle, se sont réunis au siège social, à l'issue de la signature des statuts, à l'effet de procéder à la nomination du premier gérant de la société.

Après en avoir délibéré, la collectivité des associés a décidé à l'unanimité de nommer Monsieur Pierre HEROLD, demeurant à 68500 GUEBWILLER, 4, rue du 4^{ème} Régiment des Spahis Marocains, en qualité de premier gérant de la société pour une durée indéterminée.

Monsieur Pierre HEROLD exercera ses fonctions dans les conditions et avec les pouvoirs stipulés aux statuts. Il emploiera le temps et les soins nécessaires à la marche des affaires sociales.

Monsieur Pierre HEROLD accepte les fonctions qui viennent de lui être confiées et déclare n'exercer aucune fonction et n'être frappé d'aucune mesure susceptibles de lui interdire l'exercice des fonctions de gérant de la société.

P.E. PH

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'ensemble des associés.

POL...

Les associés.

Le Gérant :

Lu & approuvé
Bon pour acceptation des
fonctions de gérant

" Lu et approuvé "

Pierre HEROLD

P.E. PH

AAZ - ORTHOPEDIA

**Société à responsabilité limitée
au capital de 5 000 euros
siège social : 68300 SAINT-LOUIS
38, Avenue du Général de Gaulle**

68300
SAINT-LOUIS

DECISION COLLECTIVE UNANIME DES ASSOCIES

L'an deux mil sept,

Le vingt-quatre janvier,

A quatorze heures,

1° Monsieur Pierre HEROLD, associé,
propriétaire de 250 parts sociales,
ci,

250 parts,

2° Monsieur Pierre EKLINGER, associé,
propriétaire de 250 parts sociales,
ci,

250 parts,

Total égal au nombre de parts
composant la totalité du capital social,
ci,

500 parts,

Seuls associés de la société AAZ - ORTHOPEDIA, société à responsabilité limitée au capital de 5 000 euros, divisé en 500 parts sociales de 10 euros chacune de valeur nominale, avec siège à 68300 SAINT-LOUIS, 38 Avenue du Général de Gaulle, se sont réunis au siège social, à l'effet de se prononcer sur le projet de bail commercial à conclure entre Monsieur Pierre Jean HEROLD et la société AAZ - ORTHOPEDIA et sur les pouvoirs à donner en vue de la conclusion dudit bail.

Monsieur Pierre HEROLD expose en effet que dans le cadre des acquisitions par la société AAZ - ORTHOPEDIA de son fonds de commerce d'orthopédiste-orthésiste, ainsi que de l'ensemble des éléments corporels et incorporels transmissibles attachés à l'exercice de son activité de podologie, fabrication de semelles orthopédiques, il est paru opportun de procéder à la conclusion d'un nouveau bail commercial de 3/6/9 années au profit de la société AAZ - ORTHOPEDIA, portant sur les locaux d'exploitation dudit fonds de commerce d'orthopédiste-orthésiste, et de ladite activité de podologie, fabrication de semelles orthopédiques, selon projet dont il est donné lecture aux associés et aux principales conditions suivantes :

PE PH

- ✓ Désignation : dans un immeuble sis à 68300 SAINT-LOUIS, 38 Avenue du Général de Gaulle :
 - A titre d'usage exclusif :
 - . au rez-de-chaussée, un local commercial composé de trois pièces, sanitaires et W.C., le tout d'une surface approximative de 47 m²,
 - . au sous-sol, une cave à usage d'atelier,
 - A titre de co-usage avec les autres locataires, occupants, ayant droit et leurs visiteurs : les accès.
- ✓ Durée : 3/6/9 années à compter du 1^{er} janvier 2007.
- ✓ Loyer mensuel : six cents (600) euros hors taxes et hors charges, révisable chaque année en fonction de la variation de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE,
- ✓ Dépôt de garantie : mille deux cents (1 200) euros, correspondant à deux termes de loyer.

Après discussions, les associés ont pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

La collectivité des associés décide, à l'unanimité des associés jouissant du droit de vote, la conclusion d'un bail commercial entre Monsieur Pierre HEROLD, bailleur, et la société AAZ – ORTHOPEDIA, preneur, aux principales conditions ci-dessus exposées et selon projet de bail dont il a été donné lecture aux associés.

DEUXIEME DECISION

La collectivité des associés décide, à l'unanimité, de mandater et donner tous pouvoirs à Monsieur Pierre EKLINGER, associé, à l'effet de signer ledit bail au nom et pour le compte de la société AAZ ORTHOPEDIA, et d'une façon générale, faire tout le nécessaire en vue de sa conclusion.

Monsieur Pierre EKLINGER tiendra avec exactitude la comptabilité de cette opération dont le bénéfice et les charges seront repris par la société du fait même de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. Ce bail sera réputé avoir été souscrit dès l'origine par la Société, lorsque l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés aura été effectuée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'ensemble des associés.

Les associés.



FE PH

S T A T U T S

AAZ - ORTHOPEDIA

Société A Responsabilité Limitée

au capital de 5 000 euros

**siège social : 68300 SAINT-LOUIS
38, Avenue du Général de Gaulle**

TABLE DES MATIERES

<i>TITRE 1 : FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE</i>	<i>4</i>
ARTICLE 1 - FORME	4
ARTICLE 2 - OBJET	4
ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE	5
ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL	5
ARTICLE 5 - DUREE	5
<i>TITRE 2 : APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES</i>	<i>5</i>
ARTICLE 6 - APPORTS	5
ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL	6
ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL	7
ARTICLE 9 - PARTS SOCIALES	7
ARTICLE 10 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES	8
ARTICLE 11 - LIQUIDATION JUDICIAIRE, FAILLITE, INTERDICTION, INCAPACITE, DECES D'UN ASSOCIE.	10
<i>TITRE 3 : GERANCE</i>	<i>11</i>
ARTICLE 12 - NOMINATION ET POUVOIRS DES GERANTS	11
ARTICLE 13 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS.	12
ARTICLE 14 - COMMISSAIRES AUX COMPTES	12
<i>TITRE 4 : DECISIONS COLLECTIVES</i>	<i>12</i>
ARTICLE 15 - DECISIONS COLLECTIVES	12
ARTICLE 16 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES	14
ARTICLE 17 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES	14
ARTICLE 18 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES	15
ARTICLE 19 - COMPTES COURANTS	15
<i>TITRE 5 : EXERCICE SOCIAL - COMPTES - BENEFICES</i>	<i>16</i>
ARTICLE 20 - ANNEE SOCIALE - INVENTAIRE	16
ARTICLE 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT	16
ARTICLE 22 - PAIEMENT DES DIVIDENDES	17

ARTICLE 23 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL	17
---	----

TITRE 6 : DISSOLUTION - LIQUIDATION 17

ARTICLE 24 - DISSOLUTION - LIQUIDATION OU TRANSMISSION DU PATRIMOINE SOCIAL	18
--	----

**TITRE 7 : TRANSFORMATION - CONTESTATIONS - PUBLICITE -
POUVOIRS** 18

ARTICLE 25 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ	18
ARTICLE 26 - CONTESTATIONS	19
ARTICLE 27 - PUBLICITE - FRAIS	19
ARTICLE 28 - ACTES À ACCOMPLIR POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION - STIPULATIONS DIVERSES	20
ARTICLE 29 - AVERTISSEMENT DU CONJOINT	21

AAZ - ORTHOPEDIA

Société à responsabilité limitée
au capital de 5 000 euros
siège social : 68300 SAINT-LOUIS
38, Avenue du Général de Gaulle

STATUTS

LES SOUSSIGNES :

- 1°) Monsieur Pierre Jean HEROLD, de nationalité française, orthopédiste – orthésiste, né le 28 juillet 1953 à SAINT-LAURENT-DU-VAR (Alpes Maritimes), célibataire, demeurant à 68500 GUEBWILLER, 4, rue du 4^{ème} Régiment des Spahis Marocains,
- 2°) Monsieur Pierre Robert EKLINGER, de nationalité française, cadre comptable, né le 2 février 1956 à MULHOUSE (Haut-Rhin), époux de Madame Myriam BUSCH épouse EKLINGER née le 7 janvier 1967 à MULHOUSE (Haut-Rhin) avec laquelle il est marié sous le régime de la communauté universelle de biens suivant contrat de mariage reçu par Maître VEIRY, alors Notaire à WITTENHEIM (Haut-Rhin) le 5 juillet 1988 antérieurement à leur union célébrée à la Mairie de WITTENHEIM (Haut-Rhin), le 29 juillet 1988, demeurant à 68460 LUTTERBACH, 27, rue de la Malterie,

ont établi ainsi qu'il suit, les statuts de la société à responsabilité limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

TITRE 1 : FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger :

- toutes activités d'orthopédiste – orthésiste, de fabrication, de vente et de location d'appareillages et de lits ainsi que toutes activités annexes et/ou connexes,
- le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise ou de donation en location ou en gérance de tous biens ou droits ou autrement ;
- et généralement, toutes opérations, mobilières, immobilières, industrielles, commerciales et financières, se rattachant directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires, connexes, annexes ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La société prendra la dénomination :

AAZ - ORTHOPEDIA

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est situé à :

68300 SAINT-LOUIS, 38, Avenue du Général de Gaulle

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance, sous réserve de ratification de cette décision par les associés statuant dans les conditions de quorum et de majorité prévues ci-après pour les décisions extraordinaires, et partout ailleurs en France en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE 2 : APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

ARTICLE 6 - APPORTS

Les associés apportent à la société savoir :

- Monsieur Pierre HEROLD
la somme en numéraire
de DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS,
ci, 2 500 euros
- Monsieur Pierre EKLINGER,
la somme en numéraire
de DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS,
ci, 2 500 euros

Soit au total la somme de CINQ MILLE EUROS (5 000 €) laquelle somme a été déposée conformément à la loi par les associés au crédit d'un compte portant le numéro 10278 03004 00020210846 41 ouvert au nom de la société en formation, auprès du CREDIT MUTUEL SAINT ETIENNE, sise à 68100 MULHOUSE, 6 Porte du Miroir, en date du 23 décembre 2006, ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite banque le même jour.

Cette somme sera retirée par le gérant de la société sur présentation d'un certificat ou d'un extrait délivré par le Greffe du Tribunal d'Instance de MULHOUSE attestant l'immatriculation de celle-ci au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CINQ MILLE EUROS (5 000 €) et divisé en CINQ CENTS (500) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune, entièrement souscrites intégralement libérées, numérotées de 1 à 500 inclus, attribuées aux associés en proportion de leurs apports, soit :

- à Monsieur Pierre HEROLD
à concurrence de deux cent cinquante parts
numérotées de 1 à 250 inclus,
ci, 250 parts,
- à Monsieur Pierre EKLINGER
à concurrence de deux cent cinquante parts
numérotées de 251 à 500 inclus,
ci, 250 parts,
- Total des parts : cinq cents,
ci, 500 parts,
représentant la totalité du capital social, soit CINQ MILLE euros.

Il a été expressément déclaré que les parts sociales présentement créées sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées, qu'elles représentent des apports en numéraire et qu'elles sont réparties entre les associés dans les proportions indiquées ci-dessus.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL

I. Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

En cas d'augmentation de capital réalisée par voie d'élévation du montant nominal des parts existantes, à libérer en numéraire, la décision doit être prise par l'unanimité des associés.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital et qui serait soumise à cet agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'ARTICLE 10 - ci-dessous doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné en justice sur requête de la gérance.

II. Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective des associés statuant dans les conditions exigées pour la modification des statuts, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

ARTICLE 9 - PARTS SOCIALES

I. Représentation des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

Le titre de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions qui seraient régulièrement consenties.

II. Droits et obligations attachés aux parts sociales

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Les apports en industrie permis par la loi donnent lieu à attribution de parts ouvrant droit au partage des bénéfices et de l'actif net, à charge de contribuer aux pertes. Ces parts sont incessibles et intransmissibles; en cas de cessation d'activité ou de décès de l'apporteur, elles doivent être annulées.

Toute part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Sous réserve, le cas échéant, de leur responsabilité solidaire vis-à-vis des tiers, pendant cinq ans, en ce qui concerne la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions collectives des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils

doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition des droits nécessaires à l'attribution d'un nombre entier de parts ou de toute cession des droits excédentaires. Il en sera de même en cas de réduction de capital par réduction du nombre de parts.

Une décision collective extraordinaire peut encore imposer le regroupement des parts sociales en parts d'un nominal plus élevé ou leur division en parts d'un nominal plus faible, sous réserve du respect de la valeur nominale minimum fixée par la loi. Les associés sont tenus dans ce cas d'acheter les parts nécessaires à l'attribution d'un nombre entier de parts au nouveau nominal ou de céder les parts excédentaires.

III. Indivisibilité des parts sociales. Exercice des droits attachés aux parts.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris entre eux ou en dehors d'eux; à défaut d'entente, il sera pourvu, par ordonnance du Président de la Chambre Commerciale du Tribunal de Grande Instance statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété, le droit de vote appartient au nu-propriétaire sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, même s'il ne dispose pas du droit de vote, le nu-propriétaire pourra participer à toutes les décisions collectives et notamment aux assemblées générales auxquelles il devra être convoqué. Ce dernier pourra également obtenir communication de tous les documents d'information au même titre que les autres associés et il devra être informé des décisions écrites.

IV. Associé unique.

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société.

L'associé entre les mains duquel sont réunies toutes les parts sociales est dénommé associé unique; il exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des associés.

ARTICLE 10 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I. CESSIONS

1. Toute cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé. Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier, ou être acceptée par elle dans un acte authentique.

Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt.

Pour être opposable aux tiers, la cession doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

2. Les parts sont librement cessibles entre associés.

3. Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à des tiers non associés qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession est notifié, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la société et à chacun des associés.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de ce refus fait par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, d'acquiescer ou de faire acquiescer les parts moyennant un prix fixé d'un commun accord entre les parties ou, à défaut d'accord, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. Les frais d'expertise sont à la charge de la Société

Ce délai de trois mois peut être prolongé une ou plusieurs fois, à la demande du Gérant, sans pouvoir excéder six mois, par Ordonnance du Président du Tribunal de la Chambre Commerciale statuant sur requête.

Le cédant peut, à tout moment à l'intérieur du délai de trois mois ci-avant indiqué, ou encore huit jours après la signification qui lui aura été faite de la décision de l'expert quant à la fixation du prix, signifier à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts au prix fixé dans les conditions prévues ci-dessus.

Si à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession ou la donation initialement prévue.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions des alinéas 4 et 7 du présent paragraphe, sauf dans les cas prévus par la loi.

4. Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales nanties selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.

II. TRANSMISSION A LA SUITE DE DECES OU D'UNE DISSOLUTION DE COMMUNAUTE ENTRE EPOUX

En cas de décès d'un associé ou de dissolution de communauté entre époux, la société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé et, éventuellement, son conjoint survivant, ou avec l'époux attributaire de parts communes qui ne possédait pas la qualité d'associé, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant les trois-quarts des parts sociales.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, lesdits héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire. Dans les huit jours de la réception de ces documents, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception, faisant part du décès et mentionnant les qualités des héritiers ou ayants droit ou conjoint de l'associé décédé et le nombre de ses parts, afin que les associés se prononcent sur leur agrément.

En cas de dissolution de communauté, le partage est notifié par l'époux le plus diligent par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

A compter de l'envoi de la lettre recommandée par la société en cas de décès, ou de la réception par celle-ci de la notification en cas de dissolution de communauté, l'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

III. DROITS DU CONJOINT DE L'ASSOCIE COMMUN EN BIENS

Si l'acquisition de parts sociales a lieu au moyen des deniers communs, le conjoint du cessionnaire ou de l'apporteur devra en être averti et il en sera justifié dans l'acte. La revendication éventuelle de la qualité d'associé par le conjoint du cessionnaire ou de l'apporteur sera notifiée à la société par lettre recommandée avec avis de réception.

L'agrément donné au cessionnaire ou à l'apporteur vaut pour son conjoint dans la mesure où il a notifié son intention d'association à l'occasion de la cession ou de l'apport ; de même le refus d'agrément du cessionnaire ou de l'apporteur entraînera celui de son conjoint. L'agrément ou le refus est global dans ce cas.

En cas de refus d'agrément, l'époux associé conserve cette qualité pour la totalité des parts.

En revanche lorsque le conjoint du cessionnaire, revendique dans les formes indiquées ci-dessus après la signature de l'acte de cession ou d'apport, il ne pourra devenir associé qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social, cette majorité étant déterminée sans tenir compte des parts de son conjoint acquéreur des parts qui, par ailleurs, ne peut prendre part au vote.

Les délais d'examen de la revendication du conjoint sont les mêmes que ceux indiqués ci-dessus pour l'associé cédant.

ARTICLE 11 - LIQUIDATION JUDICIAIRE, FAILLITE, INTERDICTION, INCAPACITE, DECES D'UN ASSOCIE.

La société n'est pas dissoute lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire ou la faillite personnelle, l'interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une

ou plusieurs entreprises commerciales ou artisanales ou une ou plusieurs personnes morales, ou encore une mesure d'incapacité, est prononcé à l'égard de l'un des associés.

Elle n'est pas non plus dissoute par le décès d'un associé.

Si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraîne cessation de ses fonctions de gérant.

TITRE III

TITRE 3 : GERANCE

ARTICLE 12 - NOMINATION ET POUVOIRS DES GERANTS

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat, choisis par les associés.

Le ou les gérants sont toujours rééligibles.

Les gérants sont nommés et révoqués par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants peuvent résilier leur fonction, mais seulement en prévenant chacun des associés au moins trois mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire des parts sociales.

Les gérants peuvent recevoir en rémunération de leur fonction, un salaire fixé par délibération collective ordinaire des associés.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes des gérants qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, les gérants peuvent faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires, associés ou non, pour un ou plusieurs objets déterminés.

Ils peuvent déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs, associés ou non, pour assurer la direction technique et commerciale des affaires de la société et passer avec ce ou ces directeurs un acte déterminant l'étendue de leurs attributions et pouvoirs, la durée de leurs fonctions et l'importance de leurs avantages fixes ou proportionnels.

Le déplacement du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe peut être décidé par le ou les gérants, sous réserve de ratification de cette décision par les associés statuant dans les conditions de quorum et de majorité prévues ci-après pour les décisions extraordinaires. Dans les mêmes conditions, le gérant peut mettre les statuts en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements.

Lorsque des parts sociales ont fait l'objet d'un contrat de bail en application de l'article L. 239-1 du Code de Commerce, le gérant peut inscrire dans les statuts la mention du bail et du nom du locataire à côté du nom de l'associé concerné, sous réserve de la ratification de cette décision par les associés statuant dans les conditions de majorité prévues ci-après pour les décisions ordinaires. Il peut, dans les mêmes conditions, supprimer cette mention en cas de non-renouvellement ou de résiliation du bail.

ARTICLE 13 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS.

Lorsqu'elles sont permises par la loi, les conventions entre la société et l'un des associés ou gérants autres que celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, sont soumises aux formalités de contrôle et d'approbation par l'assemblée des associés prescrites par la loi.

Ces formalités s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Les associés peuvent, notamment, du consentement de la gérance et aux conditions fixées par celle-ci, laisser ou verser en compte-courant leurs fonds disponibles dans les caisses de la société.

ARTICLE 14 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes par décision collective ordinaire.

La nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire si, à la clôture d'un exercice social, la société dépasse les chiffres fixés par décret pour deux des critères suivants : total du bilan, montant hors taxe du chiffre d'affaires, nombre moyen des salariés au cours de l'exercice ; même si les seuils ci-dessus ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Dans ces cas, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont désignés également par décision collective ordinaire.

La durée du mandat des commissaires aux comptes est de six exercices.

Ils exercent leur mandat et sont rémunérés conformément à la loi.

TITRE 4 : DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 15 - DECISIONS COLLECTIVES

I. La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Ces décisions résultent, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation par correspondance, soit du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour

statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

a) Assemblée générale

Toute assemblée générale est convoquée par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou encore, à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés à son dernier domicile connu, quinze jours au moins avant la réunion.

Cette lettre contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée ne peut se tenir avant l'expiration du délai de communication aux associés des documents prévus par les dispositions législatives et réglementaires.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

En cas de décès du gérant unique, le Commissaire aux Comptes ou tout associé convoque l'assemblée des associés à seule fin de procéder à son remplacement, dans les formes et délais prévus par les dispositions réglementaires.

L'assemblée est présidée par l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts.

La délibération est constatée par un procès-verbal contenant les mentions exigées par la loi, établi et signé par le ou les gérants et, le cas échéant, par le président de séance.

A défaut de feuille de présence, la signature de tous les associés présents figure sur le procès-verbal.

Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

b) Consultation écrite

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolution pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

La réponse est adressée par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal, établi et signé par les gérants, auquel est annexée la réponse de chaque associé.

c) Décision unanime dans un acte

Sous la réserve stipulée ci-dessus, les associés peuvent prendre à l'unanimité toutes décisions collectives dans un acte notarié ou sous seing privé.

Cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre spécial visé ci-dessous. La mention dans le registre spécial contient obligatoirement l'indication de la forme, de la nature, de l'objet et les signataires de l'acte.

L'acte lui-même, s'il est sous seing privé ou sur copie authentique s'il est notarié, est conservé par la société, de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre des délibérations.

II. Tout associé a droit de participer aux décisions, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé. Dans tous les cas, un associé peut se faire représenter par un tiers muni d'un pouvoir.

III. Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la loi. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par un gérant.

ARTICLE 16 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation du résultat.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

ARTICLE 17 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les associés peuvent, par décisions collectives extraordinaires, apporter toutes modifications permises par la loi aux statuts.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'augmenter les

engagements d'un associé ou de transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile ;

- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés ;
- par les associés représentant la majorité des parts sociales, en cas de transformation en société anonyme, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 euros, et en cas de révocation d'un gérant statutaire ;
- par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves.

Toutes les autres décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié des parts, ou en cas de consultation écrite, que si les votes exprimés représentent au moins, sur première consultation, la moitié des parts. Sur deuxième convocation, ces décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des parts, ou en cas de consultation écrite, que si les votes exprimés représentent au moins, sur deuxième consultation, le quart des parts. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée ou la deuxième consultation peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée ou organisée. Dans l'un ou l'autre de ces cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés, ou, en cas de consultation écrite, à la majorité des deux tiers des votes exprimés.

ARTICLE 18 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des associés, soit par écrit, soit en assemblée générale, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à la disposition sont déterminées par la loi.

En outre, à toute époque, tout associé a le droit d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande, dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 19 - COMPTES COURANTS

Avec le consentement de la gérance, chaque associé peut verser ou laisser en compte-courant, dans la caisse de la société, les sommes nécessaires à celle-ci.

Ces sommes produisent ou non des intérêts et peuvent être utilisées dans les conditions que détermine la gérance.

Les intérêts sont portés aux frais généraux et peuvent être révisés chaque année.

Les comptes-courants des associés, autres que ceux des personnes morales, ne doivent jamais être débiteurs et la société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, à condition que les remboursements se fassent d'abord sur le compte-courant le plus élevé, ou, en cas d'égalité, s'opèrent dans les mêmes proportions sur chaque compte.

L'ouverture d'un compte-courant constitue une convention soumise aux

dispositions de l'ARTICLE 13 - ci-dessus des présents statuts.

Aucun associé ne peut effectuer des retraits sur les sommes ainsi déposées sans en avoir averti la gérance au moins trois mois à l'avance.

TITRE 5 : EXERCICE SOCIAL - COMPTES - BENEFICES

ARTICLE 20 - ANNEE SOCIALE - INVENTAIRE

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice social commencera à courir depuis la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2007.

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la société, un bilan décrivant les éléments actifs et passifs, le compte de résultat récapitulant les produits et charges et l'annexe complétant et commentant l'information donnée dans les bilan et compte de résultat.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

La gérance établit un rapport de gestion relatif à l'exercice écoulé.

Le rapport de gestion de la gérance, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes, sont communiqués aux associés dans les conditions et délais prévus par les dispositions réglementaires.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée. Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

Enfin, tout associé a droit, à toute époque, de prendre connaissance par lui-même et au siège social des comptes annuels, des inventaires, des rapports soumis aux assemblées et des procès-verbaux des assemblées concernant les trois derniers exercices.

ARTICLE 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, les associés peuvent, sur proposition de la gérance, reporter à nouveau tout ou partie du bénéfice distribuable ou affecter tout ou partie de celui-ci à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi, s'il y a lieu.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie du capital.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les réserves disponibles ou les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou encore inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 22 - PAIEMENT DES DIVIDENDES

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

ARTICLE 23 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

TITRE 6 : DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 24 - DISSOLUTION - LIQUIDATION OU TRANSMISSION DU PATRIMOINE SOCIAL

I. Sauf les cas de fusion, de scission ou de réunion de toutes les parts sociales en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au registre du commerce et des sociétés.

La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention "société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité en capital des associés, pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

II. Si toutes les parts sociales sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'associé unique est une personne physique.

Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes.

La transmission du patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que lorsque le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

TITRE 7 : TRANSFORMATION - CONTESTATIONS - PUBLICITE - POUVOIRS

ARTICLE 25 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La société peut être transformée en société de toute autre forme.

La transformation est décidée par les associés par décision collective extraordinaire aux conditions d'unanimité ou de majorité prévues à l'ARTICLE 17 - ci-dessus.

Toute décision de transformation doit être précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrit, sur la situation de la société, même si la société n'a pas habituellement de commissaire aux comptes.

En cas de transformation de la société en société anonyme, un ou plusieurs commissaires à la transformation chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers sont désignés par le Président de la Chambre Commerciale du Tribunal de Grande Instance,

statuant sur requête. Ils peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la société mentionné à l'alinéa précédent. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Ces commissaires sont soumis aux incompatibilités prévues à l'article L. 225-224 du Code de Commerce.

Le commissaire aux comptes de la société peut être nommé commissaire à la transformation, soit par le Président de la Chambre Commerciale du Tribunal de Grande Instance, soit par décision unanime des associés.

Le rapport du ou des commissaires attestant que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social est tenu au siège social à la disposition des associés huit jours au moins avant la date de l'assemblée. En cas de consultation écrite, le texte du rapport doit être adressé à chacun des associés et joint au texte des résolutions proposées. Ce rapport est déposé au greffe du Tribunal compétent huit jours avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur la transformation et, en cas de consultation écrite, huit jours avant la date limite prévue pour la réponse des associés.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A peine de nullité de la transformation, l'approbation expresse des associés doit être mentionnée au procès-verbal.

La société doit se transformer en société d'une autre forme dans le délai d'un an, si elle vient à comprendre plus de 100 associés. A défaut, elle est dissoute, à moins que, pendant ledit délai, le nombre des associés ne soit devenu égal ou inférieur à cent.

ARTICLE 26 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés, la gérance et la société, soit entre associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 27 - PUBLICITE - FRAIS

La présente société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi, et spécialement pour signer l'avis à insérer dans un journal d'annonces légales du département du siège social. Dans la mesure où cela est compatible avec les prescriptions de la loi, les mêmes pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes.

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites, incombent conjointement et solidairement aux associés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices.

**ARTICLE 28 - ACTES A ACCOMPLIR POUR LE COMPTE DE LA
SOCIETE EN FORMATION - STIPULATIONS
DIVERSES**

Est demeuré annexé aux présents statuts, un état des actes accomplis par Monsieur Pierre HEROLD pour le compte de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux des engagements qui en résultent pour le compte de la société.

Les soussignés, après avoir pris connaissance de cet état qui leur a été présenté avant la lecture et signature des présentes, déclarent approuver ces actes et ces engagements.

La signature des présentes emportera reprise de ces engagements par la société.

Les engagements seront réputés avoir été souscrits dès l'origine, lorsque l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés aura été effectuée.

En attendant l'accomplissement de la formalité de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, les soussignés donnent mandat :

* à Monsieur Pierre HEROLD, à l'effet de prendre les engagements suivants, pour le compte de la société :

- effectuer tous actes et opérations de gestion courante, nécessaires à la bonne marche de la société,
- assurer les dépenses courantes en ce qu'elles concernent la mise en fonctionnement de la société,
- prendre tous engagements devant permettre à la société dès qu'elle aura sa pleine capacité de poursuivre son activité,
- prendre, accepter, exécuter tous travaux, traiter et s'engager envers tous clients et fournisseurs,
- procéder à toute embauche de personnel et le payer,
- procéder à la souscription de tous contrats d'assurance et en acquitter les primes,
- encaisser et régler les sommes, faire toutes déclarations, signer toutes pièces et en général, faire le nécessaire.

* à Monsieur Pierre EKLINGER, à l'effet de prendre les engagements suivants, pour le compte de la société :

- procéder à l'acquisition du fonds d'orthopédiste-orthésiste sis et exploité à 68300 SAINT-LOUIS, 38, Avenue du Général de Gaulle appartenant à Monsieur Pierre HEROLD et ce moyennant un prix de cession de 20 000 euros s'appliquant aux éléments corporels à hauteur de 13 000 euros et aux éléments incorporels à hauteur de 7 000 euros,
- procéder à l'acquisition de l'activité de fabrication de semelles orthopédiques exercée par Monsieur Pierre HEROLD à titre libéral à 68300 SAINT-LOUIS, 38, Avenue du Général de Gaulle et ce moyennant un prix de cession de 22 500 euros s'appliquant aux éléments corporels à hauteur de 4 500 euros et aux éléments incorporels à hauteur de 18 000 euros,
- aux effets ci-dessus, faire toutes déclarations, stipuler toutes charges et conditions, prendre tous engagements, signer tous actes, faire toutes déclarations et d'une manière générale faire le nécessaire.

Messieurs Pierre HEROLD et Pierre EKLINGER tiendront avec exactitude la comptabilité de ces opérations dont le bénéfice et les charges seront repris par la société du fait même de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 29 - AVERTISSEMENT DU CONJOINT

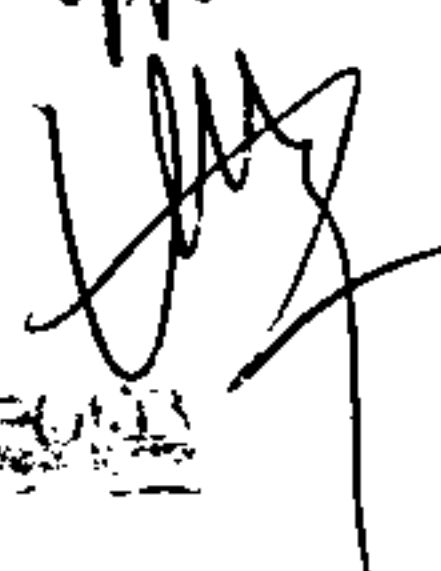
Madame Myriam EKLINGER née BUSCH épouse commune en biens de Monsieur Pierre EKLINGER a été avertie des apports envisagés par son épouse et a, d'une part, expressément renoncé, tant pour le présent que pour l'avenir, à devenir personnellement associée pour la moitié des parts souscrites par son époux et d'autre part, consenti aux apports susvisés, le tout tel qu'il résulte d'une déclaration souscrite par elle antérieurement aux présentes, et dont une copie demeure annexée aux présentes.

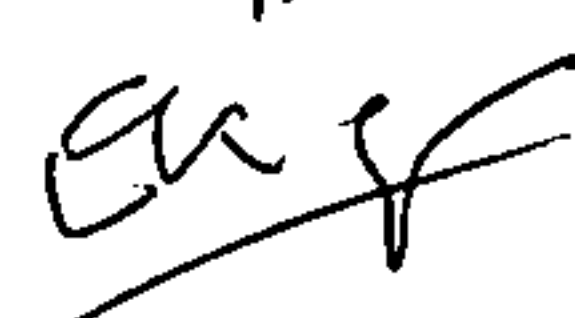
Fait à SAINT-LOUIS

Sur vingt et une pages et en cinq exemplaires

L'an deux mille six

Le trente décembre

lu & approuvé



" lu et approuvé "


Enregistré à : SIE DE SAINT-LOUIS

Le 06/02/2007 Bordereau n°2007/57 Case n°4

Enregistrement : Exonéré

Pénalités :

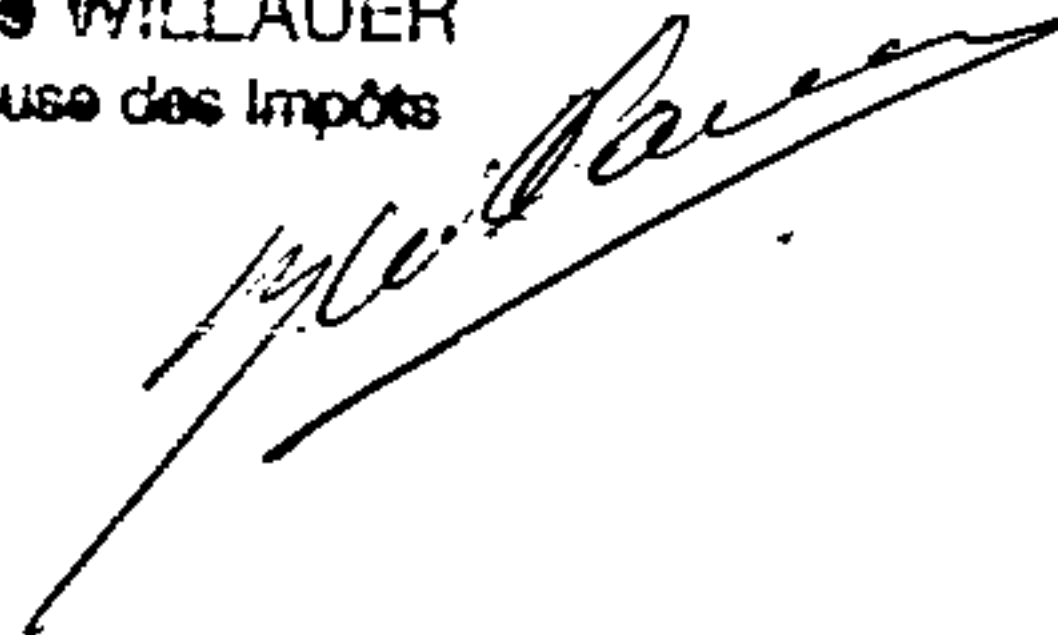
Ext 225

Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

La Contrôleuse

Béatrice WILLAUER
Contrôleuse des Impôts



ETAT DES ACTES ACCOMPLIS
pour le compte de la société en formation

- Dépôt d'une somme de 5 000 euros représentative du capital social au crédit d'un compte portant le numéro 10278 03004 00020210846 41 ouvert au nom de la société en formation, auprès du CREDIT MUTUEL SAINT ETIENNE, sise à 68100 MULHOUSE, 6 Porte du Miroir, en date du 23 décembre 2006.

Fait à SAINT-LOUIS
Le 30 décembre 2006

Two handwritten signatures in black ink. The signature on the left is more complex and stylized, while the one on the right is simpler and more legible.

MENTION : Annexé aux statuts de la société AAZ - ORTHOPEDIA, en date du 30 décembre 2006.